

FLASH ÉCONOMIE

RECHERCHE ÉCONOMIQUE

08 février 2011 – N° 103

En réalité, le pouvoir de négociation de l'Allemagne est faible

On affirme parfois que l'Allemagne peut aujourd'hui imposer ses vues aux autres pays européens (sur les règles budgétaires, les moyens de sortir de la crise, le choix des « bonnes » politiques économiques...), en particulier le refus absolu du fédéralisme.

Les déclarations du gouvernement allemand peuvent parfois donner cette impression, mais en réalité la position de négociation de l'Allemagne est très faible.

Supposons que l'Allemagne ne contribue pas à soutenir les pays européens en difficulté, continue à refuser toute forme de fédéralisme. Alors, quelle que soit la réaction des pays en difficulté, l'Allemagne est perdante :

- *s'ils font défaut sur leur dette, en raison de l'exposition des banques allemandes et de la contraction ultérieure de leur demande, donc des exportations de l'Allemagne ;*
- *s'ils sortent de l'euro, en raison de la perte de compétitivité de l'Allemagne et de la mise en cause de son modèle qui est de devenir le centre industriel de l'Europe ;*
- *s'ils mettent en place les politiques économiques très restrictives qui leur sont suggérés pour rééquilibrer leurs finances publiques et restaurer leur compétitivité, en raison de la perte de débouchés induite pour l'Allemagne.*

L'Allemagne est donc en réalité condamnée à aider ces pays et à mettre en place une forme ou une autre de fédéralisme (transferts de revenus, émissions en commun), tout en devant négocier les conditions de cette aide en réalité dans une position de faiblesse dans la négociation.

RECHERCHE ECONOMIQUE

Rédacteur :

Patrick ARTUS

On affirme parfois que l'Allemagne va pouvoir imposer ses vues aux autres pays européens

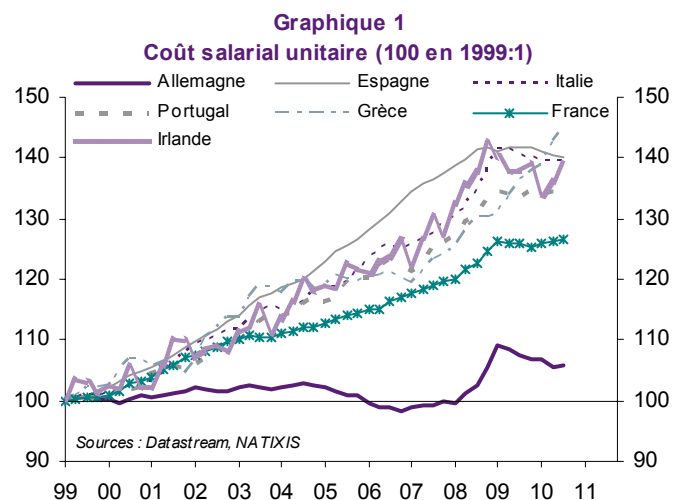
On lit souvent que l'Allemagne a « pris le pouvoir » en Europe et va pouvoir imposer :

- **des sanctions automatiques** pour les pays qui ne respectent pas durablement les règles budgétaires ;
- ses propres décisions pour **la règle budgétaire** (interdiction du déficit public structurel à partir de 2016, **tableau 1**) ;
- **l'harmonisation des règles sociales** autour de ses propres choix (retraite à 67 ans par exemple) ;
- **sa stratégie de sortie de la crise** des dettes publiques (dans le futur, pertes pour les prêteurs privés, **correction du handicap de compétitivité** des pays où les coûts de production ont trop augmenté (**graphique 1**) ;
- et, chose très importante, **le refus du fédéralisme** (en particulier des transferts d'argent public entre pays européen).

Tableau 1
Prévisions des gouvernements de l'évolution des déficits publics

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Allemagne	0,1	-3,0	-3,5	-2,6	-1,8	-1,4	-1,1	-	-0,4

Source : sources nationales



Mais notre analyse est très différente : quels que soient les propos tenus par le gouvernement allemand, en réalité, le pouvoir de négociation de l'Allemagne avec les autres pays de la Zone Euro est extrêmement faible.

Si l'Allemagne ne coopère pas, quels que soient les choix faits par les autres pays de la Zone Euro, l'Allemagne sera en difficulté

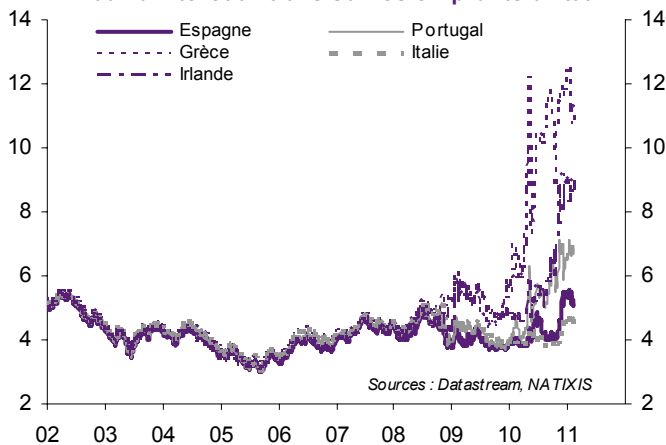
Si l'Allemagne ne coopère pas (n'aide pas les autres pays de la Zone Euro qui sont en difficulté, refuse toute forme de fédéralisme, exige des autres pays un ajustement très sévère des finances publiques et des salaires...), nous allons montrer que, quel que soit le choix de politique économique fait par les autres pays, l'Allemagne sera perdante.

Cas #1 Si les pays en difficulté (graphique 2) décident de faire défaut sur leur dette, l'Allemagne va souffrir :

- des pertes subies par ses banques (tableau 2) ;
- de la chute de ses exportations due au recul de la demande dans ces pays. Il faut rappeler le poids important pour l'Allemagne des exportations vers la Zone Euro (graphiques 3a/3b), il faut rappeler aussi que si un pays fait défaut sur sa dette, il éprouve ensuite pendant un temps des difficultés pour se financer, d'où la nécessité de faire disparaître le déficit extérieur de ces pays (graphique 4), donc d'y contracter fortement sa demande intérieure.

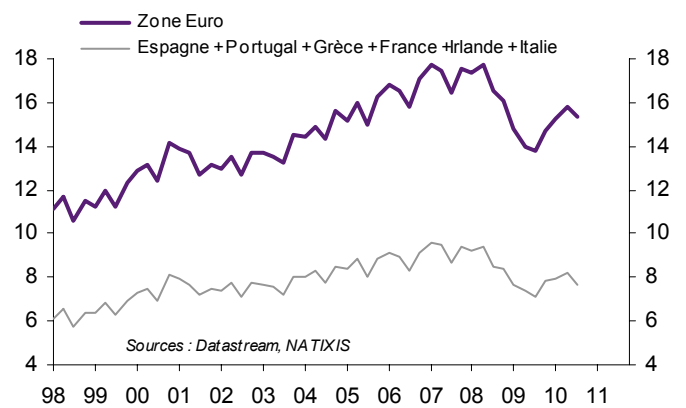
Graphique 2

Taux d'intérêt à 10 ans sur les emprunts d'Etat



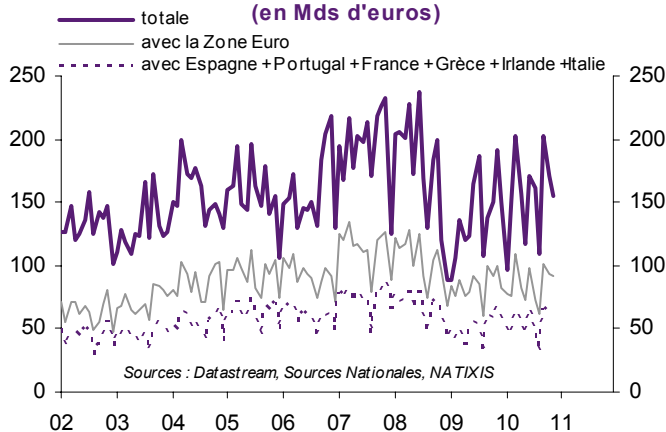
Graphique 3a

Allemagne : exportations vers ... (en % du PIB valeur)



Graphique 3b

Allemagne : balance commerciale (en Mds d'euros)



Graphique 4

Balance courante (en % du PIB)

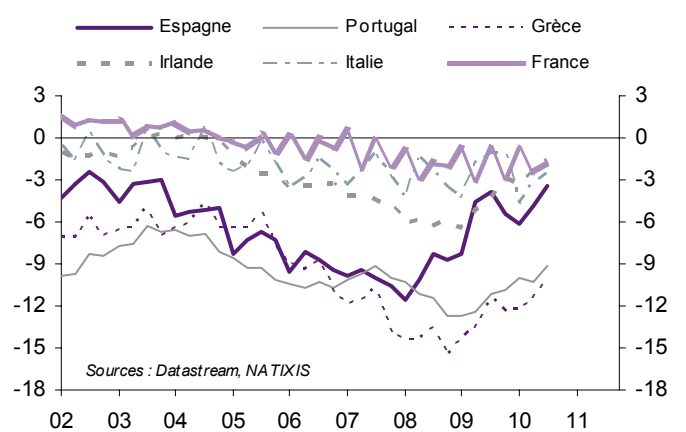


Tableau 2
Détentions des dettes publiques européennes par les banques allemandes
(en Mds Euro)

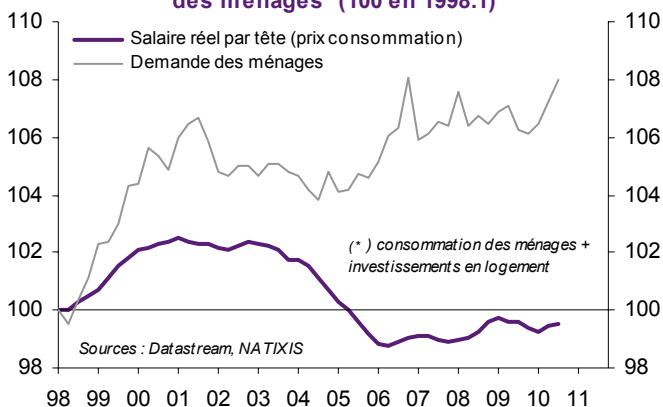
Banques de ...	Allemagne
Dette de...	
Autriche	16,57
Belgique	9,79
Danemark	1,48
Estonie	0,13
Finlande	1,78
France	21,42
Allemagne	343,00
Grèce	18,72
Irlande	12,92
Italie	77,34
Luxembourg	0,63
Pays-Bas	4,88
Portugal	12,08
Slovaquie	1,43
Slovénie	1,61
Espagne	34,83

Source : Natixis

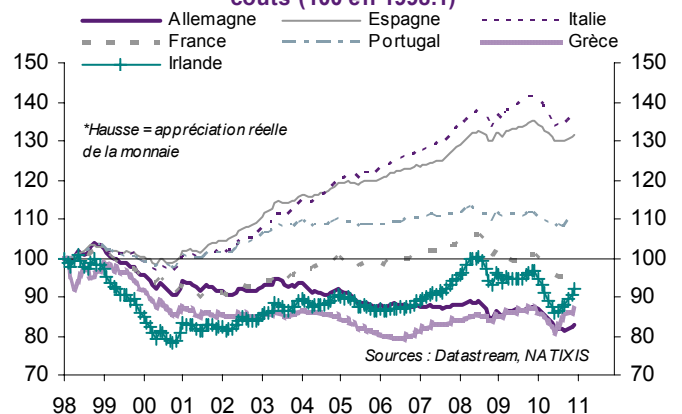
Cas #2 Si les pays en difficulté décident de sortir de l'euro, et dévaluent fortement leur monnaie, l'Allemagne sera terriblement pénalisée :

- **par la perte de compétitivité induite**, alors que depuis la fin des années 1990, l'Allemagne a mis en place **une politique très dure de freinage des salaires** qui a beaucoup affaibli sa demande intérieure (**graphique 5**) et lui a permis de restaurer sa compétitivité (**graphique 6**).
- **par l'échec brutal de la stratégie de transformation de l'Allemagne en centre industriel de l'Europe** (**graphiques 7a/7b**) puisque la dépréciation des devises des pays qui sortiraient de l'euro y attirerait les activités industrielles.

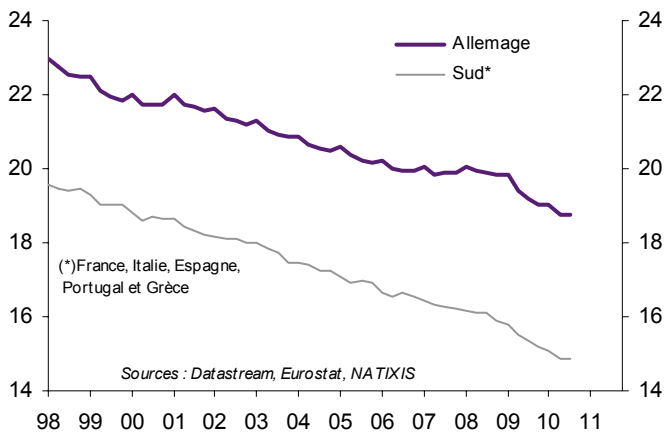
Graphique 5
Allemagne : salaire réel par tête et demande des ménages* (100 en 1998:1)



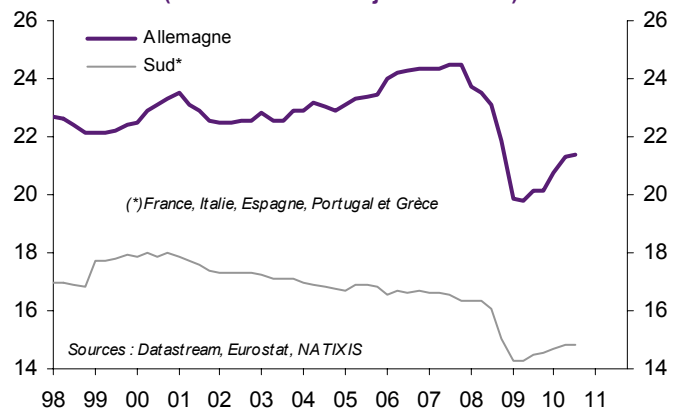
Graphique 6
Taux de change effectif* réel déflaté par les coûts (100 en 1998:1)



Graphique 7a
Emploi manufacturier (en % du total)

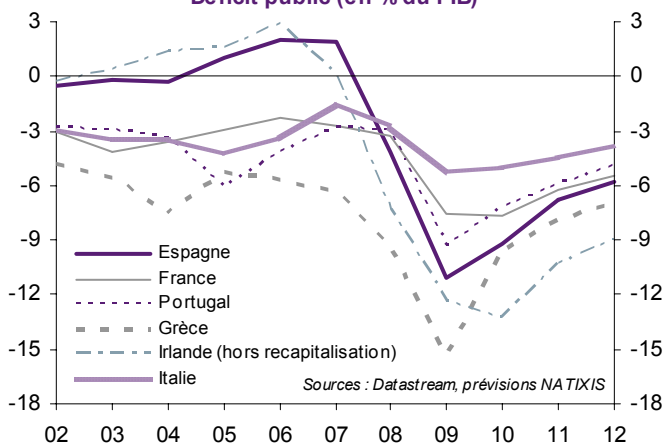


Graphique 7b
Valeur ajoutée manufacturière
(en % de la valeur ajoutée totale)

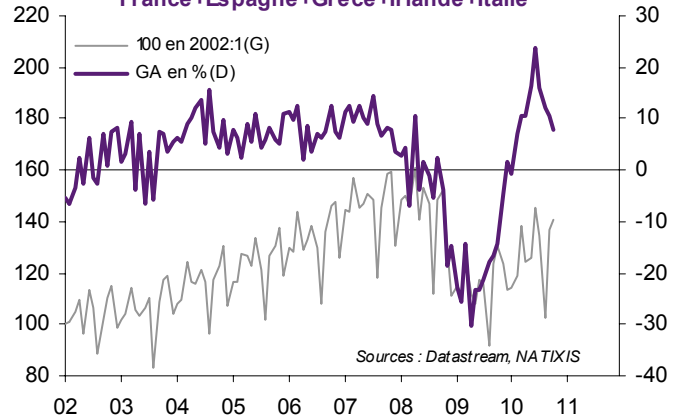


Cas #3 Si les pays en difficulté acceptent de mener des politiques économiques très restrictives à la fois pour réduire leur déficit public (graphique 8) et pour rétablir leur compétitivité-coût (graphique 1 plus haut), alors l'Allemagne souffrira de la chute de la demande dans ces pays et de la chute de ses exportations vers ces pays, ce qui se voit déjà (graphique 9). Dans tous les cas, quelle que soit la réaction des pays de la Zone Euro en difficulté, l'Allemagne souffre si elle ne coopère pas.

Graphique 8
Déficit public (en % du PIB)



Graphique 9
Allemagne : exportations vers
France+Espagne+Grèce+Irlande+Italie



Synthèse : l'Allemagne devra coopérer ; et dans la négociation qui se déroulera alors, elle sera en position de faiblesse.

Ce qui précède montre que **l'Allemagne ne peut pas se permettre de ne pas coopérer avec les pays en difficulté de la Zone Euro**, en raison des coûts induits pour l'Allemagne de l'absence de coopération.

L'Allemagne devra donc accepter une forme ou une autre de fédéralisme (fédéralisme fiscal : mise en commun de certains impôts ; fédéralisme financier : émissions en commun de dette) ; **bien sûr, le fédéralisme impose la mise en place de règles** (pour éviter que certains pays ne jouent le rôle de passager clandestin), **mais même dans la négociation sur ces règles l'Allemagne sera en position de faiblesse.**

Ce faible pouvoir de négociation de l'Allemagne a sans doute été compris par le gouvernement allemand, mais certainement pas par l'opinion allemande.